

# URGENCE CLIMATIQUE : PARCS RÉSILIENTS ET INFRASTRUCTURES VERTES

Si les infrastructures vertes doivent imposer un nouvel urbanisme, pour Jacqueline Osty, Grand prix national du paysage 2018, il ne faut pas oublier la dimension culturelle et esthétique du paysage car il participe aussi à l'embellissement des lieux et de la ville.

**A l'occasion du Simi (Salon de l'immobilier d'entreprise), dans le cadre du programme « Cités Vertes pour une Europe durable », Val'hor et le CIBI (Conseil International Biodiversité et Immobilier) ont lancé un appel inédit pour des parcs résilients et des infrastructures vertes, indispensables pour des villes vivables ! Témoignages d'experts et de décideurs comme Roland Castro, Erik Orsenna, François Bertière ou encore Jacqueline Osty, Grand Prix national du paysage...**

*“L'été 2018 constitue un record : c'est le deuxième été le plus chaud de l'histoire depuis la mise en place des relevés météorologiques. Plus qu'un ressenti, les effets du changement climatique sont une réalité vécue par tous. Il ne s'agit plus de prévenir les effets du dérèglement climatique pour “les générations futures” : c'est une urgence pour tous, les effets étant déjà palpables. Augmenter la place du végétal et désimperméabiliser les sols en ville sont des leviers d'action concrets reconnus pour rafraîchir les villes face aux phénomènes d'îlots de chaleur et pour les rendre plus résilientes face au risque d'inondations. Il est urgent, à toutes les échelles, d'intégrer le vivant au sein des espaces urbains, de l'îlot bâti à la ville toute entière. Des initiatives existent, mais restent trop éparées, les verrous réglementaires, techniques et financiers étant trop souvent mis en avant. Or des dispositifs comme les labellisations, à l'image de BiodiverCity, mais aussi les règlements comme les PLU sont des outils efficaces. Des solutions techniques mobilisant les propriétés du vivant ont fait preuve de leur efficacité et de leur coût inférieur aux procédés traditionnels. En d'autres termes, pour contrer les effets du dérèglement climatique, l'action coûte moins cher que l'inaction” C'est en ces termes que Pierre Darnet, des Jardins de Gally, Secrétaire du CIBI et organisateur de ces Ateliers avec le soutien de Val'hor, expose les enjeux et ouvre les échanges, avant de les animer.*

## **Des solutions grises aux solutions vertes**

Pendant trop longtemps, les aménagements urbains n'ont eu cesse de déconnecter les sites de leur socle, à l'image des “villes nouvelles de Marne-la-Vallée, composées sans la Marne, ou d'Evry qui a oublié la Seine... engendrant des situations de discordance environnementale et sociale” témoigne Roland Castro, architecte et urbaniste, qui poursuit : “il est nécessaire de tenir compte du génie du lieu et de sa singularité, pour croiser le social, le climat et le civilisationnel et créer ainsi une oasis urbaine où la canopée et l'eau fabriqueraient une ville dense et agréable à vivre”. Annabelle Jaegger, rapporteur du dossier 'Nature en Ville' au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), ajoute que “dans cette dynamique où le gris l'emporte sur le vert, il est nécessaire de prendre en compte la nature, de façon transversale, dans toutes les politiques publiques de la ville, en privilégiant les approches conjointes entre biodiversité et climat. Protéger le ‘patrimoine sol’, créer des continuités

*écologiques vertes et bleues, viser 30 % d'espaces végétalisés en pleine terre, avec notamment des espaces de nature comestible, sont autant de solutions bénéfiques".* De plus, comme le précise Marc Barra, écologue à l'Agence Régionale de la Biodiversité Ile-de-France, *"les solutions low-tech, comme l'utilisation de plantes grimpantes plutôt que de murs végétalisés, ou le recours à des matériaux bio-sourcés (lin paille, chanvre, miscanthus...), sont tout aussi efficaces, en développant des solutions fondées sur la nature pour répondre à la crise du climat et de la biodiversité actuelle"*. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, précise qu'il faut *"dans ce climat d'urgence, être prudent et proposer des solutions réversibles et multidisciplinaires, tout cela en passant de l'échelle des projets de la ville et de son territoire à celle d'un projet individuel et vice-versa"*. Jean Marc Bouillon, président de Takahé Conseil, ancien président de la FFP, est quant à lui convaincu que *"le paysage n'est pas un complément au projet, mais un préalable et qu'il est aujourd'hui nécessaire de mettre au service de nos villes, des solutions naturelles, efficaces, économes et surtout autonomes. En effet, nous touchons aux limites de nos infrastructures techniques (inondations, chaleur urbaine...) et nous constatons désormais que c'est une erreur que d'avoir oublié la nature dans notre modèle urbain. La nature est une infrastructure primaire nécessaire à la ville et avec l'avènement de la voiture autonome et partagée à l'œuvre, c'est un foncier urbain inattendu (routes, parkings...) qui va se libérer pour partie, tout en lanière certes, mais classé 'domaine public', un foncier d'infrastructure qui va nous permettre de changer le système urbain"*.



Pour Jean-Marc Bouillon (ici à droite, aux côtés de Pierre Darmet), c'est une erreur que d'avoir oublié la nature dans notre modèle urbain car la nature est une infrastructure primaire nécessaire à la ville.

### **Le sol et le vivant pour une ville résiliente**

Pour Luc Abbadie, un des grands témoins de la journée, professeur d'écologie à l'université de Paris Sorbonne, *“les questions du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité sont structurantes pour toutes nos politiques, y compris sociales. Le vivant est en effet un réseau d'interactions sol/air/eau, évolutif tout comme nos sociétés, dont il faut s'inspirer : il faut se rapprocher du fonctionnement d'un écosystème naturel. Le premier ennemi de la biodiversité est la perte de son support : le sol. Il faut donc que la ville redevienne un habitat pour la faune et la flore et qu'elle soit perméable à la biodiversité”*. Et Marjorie Musy, du programme VegDud pour le Cerema, d'ajouter : *“pour rafraîchir la ville, il faut mettre le vivant au service de la climatologie urbaine pour ombrager (c'est-à-dire protéger du soleil), réfléchir et ventiler (renvoyer la chaleur) et pour réduire les usages d'énergie (diminuer les émissions). A l'échelle de chaque parcelle urbaine, le végétal contribue ainsi à rafraîchir l'air à condition de disposer d'eau (arrosage) et d'un sol pour se développer”*.

### **Le végétal pour une ville vivable**

Comme l'affirme Pierre Georgel, PDG d'Ecovégétal, *“nous vivons dans des villes de plus en plus inconfortables du fait de leur densification et de l'imperméabilisation des sols”*. Pourtant, *“la nature rend des services”* confie Daniel Breuiller, vice-président de la Métropole du Grand Paris, *“malheureusement pas toujours connus, ni reconnus, mais elle ne paye pas de droits à construire ! Alors que l'argent public va être rare, les maires vont devoir choisir et définir une nouvelle intimité entre la nature et l'intensité urbaine. La métropole de demain sera verte ou invivable. La nature est un formidable outil car elle satisfait 80 % des attentes des habitants. Il faut donc que la ville de demain intègre la nature comme une composante de son développement. Créons le '5 % nature' comme on a créé le '1 % culturel : il serait un outil financier pour renaturer la ville, un outil réglementaire (pourcentage de pleine terre, de toitures végétalisées dans les SCOT) et une nécessaire stimulation pour la qualité de vie des humains et de la biodiversité”*. Pour Jacqueline Osty, Grand prix national du paysage 2018, *“il y a un enjeu technique à traiter la biodiversité, à réparer les terres abîmées et polluées, à gérer les eaux. Les infrastructures vertes doivent ainsi imposer un nouvel urbanisme, avec une nature ancrée dans le sol. Mais au-delà de l'infrastructure, le paysage participe à l'embellissement des lieux et de la ville.”* Comme le confirme Jean-Louis Missika, adjoint chargé de l'urbanisme à la Ville de Paris, *“la demande de verdissement de la ville dépasse tout le reste. Il existe des millions de m<sup>2</sup> de parkings souterrains ou en surface à requalifier pour gérer les pics de chaleur et éviter les climatiseurs qui aggravent la situation. Il faut ainsi expérimenter (utiliser l'eau pour rafraîchir les sols, l'air des carrières souterraines...), inciter à l'innovation et changer la réglementation pour fabriquer la ville et accélérer le changement”*. Les habitants sont donc demandeurs de cette nature qui améliore le cadre de vie, affirmation renforcée par la vision de François Bertière, PDG de Bouygues Immobilier : *“selon nos dernières enquêtes, nos clients désirent dans leurs appartements de la lumière (fenêtres et baies vitrées), des rangements et, en 3<sup>e</sup> position, un contact avec la nature. La nature en ville, ce ne sont pas que des espaces verts, mais des espaces de nature où on laisse faire pour que cela ne coûte rien. La nature et la biodiversité, ça vaut le coup car le but est bien de satisfaire nos clients !”*.

### **Végétaliser pour limiter les risques**

Les dérèglements climatiques amènent la question du *“risque”*, la végétalisation des villes étant un moyen de limiter ceux-ci, comme le souligne Eric Donnet, directeur général de Groupama Immobilier. *“Les sociétés d'assurance prélèvent des primes pour couvrir des risques*

*pouvant survenir tous les 200 ans. Or depuis 2014, chaque année, on subit un tel risque (inondations, incendies, tempêtes...). Nous devons être diplômés du BSP (Bon Sens Paysan) et réinventer collectivement un nouveau modèle économique et social". Pour Marie Christine Huau, de Veolia Eau, il y a 3 mots clés : "échelle, cohérence, complexité. Et nous ne pouvons pas nous tromper sous prétexte d'urgence. Il faut se hâter lentement mais sûrement dans la même direction. Mais s'il existe des solutions vertes pour gérer les eaux pluviales et faire éponge, il faut aussi prévoir les risques et les alternatives quand l'éponge est saturée... Il faut aussi répondre à la durabilité et à l'entretien de ces aménagements verts, et donc créer un nouveau modèle économique pour aller du réactif au préventif".*

*Ainsi, désimperméabiliser les surfaces en ville, créer de grands parcs, planter des arbres... sont autant de solutions à mettre en œuvre pour une ville résiliente. Mais attention à la "peinture verte" alerte Antoine Cadi de CDC biodiversité. "Il est urgent de mettre en œuvre des solutions vertes, mais surtout que les collectivités restaurent des écosystèmes performants, car l'érosion de la biodiversité est bien pire que l'évolution climatique. Pour être efficace, il faut travailler à l'émergence d'un 'indicateur d'empreinte de biodiversité' par région, par pays".*

*Comme le conclut très bien Erik Orsenna, académicien, "l'époque accélère enfin, il faut apprendre et inventer pour retisser un pacte de confiance. Articulons les échelles pour bâtir la ville, sans sacrifier l'essentiel à l'urgence. Il faut proclamer une ambition : le 5 % nature, et adapter les outils, car l'eau est le miroir de notre société et une nécessité absolue à la vie".*